

dû faire simultanément ces deux annonces, car elles sont connexes.

L'annonce qu'on vient de faire porte sur une question très importante, et expose la politique du gouvernement à l'égard de l'industrie de l'automobile et des accords conclus dernièrement avec les États-Unis. Si au lieu de favoriser, par cet accord, les fabricants d'automobiles, le gouvernement s'était tout d'abord préoccupé des acheteurs eux-mêmes, la situation serait bien différente aujourd'hui.

Comme les fabricants d'automobiles ont bénéficié des avantages de cet accord, le gouvernement doit maintenant venir en aide aux fabricants de pièces, afin que ceux-ci disposent du capital nécessaire à leur expansion. En affaires, sauf erreur, on admet, en principe, que si l'on dispose d'un marché pour le produit qu'on projette de fabriquer, on ne devrait avoir aucune difficulté à recueillir les fonds nécessaires à la mise sur pied de l'entreprise. Mais dès le début, l'attitude du gouvernement a été rétrograde, et celui-ci répète la même erreur en affectant des deniers publics à la réalisation d'un programme de fabrication de pièces d'automobiles.

Qu'est-ce qui ne va pas, au Canada, avec nos capitaux d'investissement? Pourquoi ne peut-on pas recueillir ces fonds auprès des particuliers qui ont accumulé des épargnes et auprès des institutions de crédit des énormes sociétés intéressées dans chacun des cas?

Ainsi, on pourrait se procurer l'argent des placements et épargnes des Canadiens et le gouvernement ne serait pas obligé d'assurer les capitaux nécessaires.

J'ai l'impression qu'on est en train de renouveler l'erreur du début, afin d'assurer aux fabricants de pièces d'automobiles les mêmes avantages qu'aux fabricants d'automobiles. C'est là une erreur flagrante de jugement, qui nous oblige à recourir de plus en plus au capital du gouvernement pour favoriser l'expansion de nos industries. Non seulement nous aidons le pays à glisser sous la régie du gouvernement ou de l'État, mais nous nous lançons tête baissée dans cette politique.

Voilà pourquoi j'estime que cette politique est tout à fait erronée et qu'une seconde erreur s'ajoute ainsi à la première. Je trouve regrettable que le gouvernement se soit mis dans une situation l'obligeant maintenant à adopter cette méthode pour protéger les fabricants de pièces d'automobiles.

[Français]

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur le président, nous sommes témoins d'un paradoxe assez étrange dans notre pays: c'est que le gouvernement canadien emprunte de plus en plus et, par le fait même, prête de plus en plus. C'est du moins un paradoxe assez étrange que de voir un gouvernement,

en même temps qu'il est englouti dans les dettes, trouver encore le moyen de prêter. Pourquoi? Parce qu'on a adopté des lois visant à aider l'expansion de l'industrie canadienne de l'automobile, et on réalise aujourd'hui que ces mêmes lois n'ont pas été mûrement réfléchies, suffisamment pensées, et l'on est maintenant obligé d'adopter de nouvelles lois afin de tenter de rescaper certains secteurs connexes qui ont été affectés par les lois adoptées précédemment.

En définitive, ce qui se produit, c'est qu'on a des spécialistes, des experts en certains domaines, qui suggèrent au gouvernement des lois qui peuvent être bonnes pour certains secteurs mais peuvent entraîner des difficultés pour d'autres secteurs de l'économie canadienne.

C'est exactement ce qui se produit aujourd'hui. On a trop voulu aider les grosses compagnies. Peut-être avait-on contracté des dettes envers les grosses compagnies d'automobiles! On les a aidées et on se trouve maintenant en face d'une situation déplorable, laquelle découle du fait que le gouvernement, le ministre des Finances (M. Gordon) en tête, n'a pas encore compris le véritable problème auquel notre système économique actuel fait face.

A mon sens, on cherche trop à financer la production et pas assez à faire en sorte que le consommateur ait le pouvoir d'achat nécessaire pour écouler la production. Il en résulte que des deux côtés de la clôture, soit du côté du producteur et du consommateur, on est obligés d'emprunter. Or, comme le gouvernement a déjà emprunté beaucoup, il ne reste pratiquement plus de capital disponible et, aujourd'hui, le gouvernement est obligé de prêter de nouveau à l'entreprise privée. Ceci veut dire que des deux côtés, chez le producteur comme chez le consommateur, on se retrouve dans une situation déplorable. Au fait, le producteur doit emprunter du gouvernement pour financer sa production et à son tour le consommateur, c'est-à-dire l'acheteur, doit emprunter des compagnies de finance et réemprunter encore afin d'être capable de payer pour la production qui a d'ailleurs déjà été financée au moyen d'emprunts.

Où s'en va-t-on, sinon dans un cercle vicieux? Les producteurs empruntent pour produire et les consommateurs empruntent pour acheter le produit qui a déjà été fabriqué à l'aide d'emprunts. On se retrouve fatalement dans un cercle vicieux et on ne sait pas trop comment on en sortira.

Je dis ceci au ministre de l'Industrie (M. Drury), qui semble déterminé à prendre toutes sortes de mesures pour aider les différents secteurs de l'économie: il n'y a qu'une seule solution pour sortir l'économie de son marasme, mettre fin au chômage et aider les